

CAP Finistère

Numéro spécial
10 mai 1981



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1354

VENDREDI 7 MAI 2021

La collectivité des solidarités

« Il ne faut pas se tromper d'élection », prévient Marc Labbey qui a lancé la campagne pour les élections départementales des 20 et 27 juin prochains, le 28 avril, en compagnie de Nathalie Sarrabezolles.

Pour la présidente sortante, Marc Labbey possède, à la fois, l'expérience, mais aussi la détermination pour devenir président du Conseil départemental. Pour sa part, des raisons essentiellement personnelles, l'ont conduite à ne plus être présidente. **« C'est un engagement à 100%, 7 jours sur 7, avec des questions particulièrement éprouvantes à traiter », a-t-elle rappelé. « Mais, je reste candidate dans le canton de Guipavas pour faire gagner la majorité. »**

La campagne s'engage dans un contexte particulier, compte tenu de la crise sanitaire. Mais peut-être faut-il parler des 27 campagnes, menées par 54 candidat.e.s.

« Notre objectif est clairement de conserver le Conseil départemental à Gauche », a, d'emblée, tenu à préciser Marc Labbey. « Pour y parvenir, nous rassemblons des femmes et des hommes, élus ou responsables associatifs, qui partagent nos valeurs et poursuivent le même objectif que nous. » Sans se lancer dans des calculs d'apothicaires, les candidats socialistes sont loin d'être hégémoniques et les accords passés avec les Communistes ou les Radicaux montrent bien une volonté de renouvellement et d'ouverture.

Les candidat.e.s de la majorité départementale entrent en campagne forts d'un bon bilan. Tous les indicateurs financiers sont au vert et le Finistère apparaît comme l'un des départements de France les mieux gérés. Ce bon bilan



Pour un Finistère toujours plus solidaire

se manifeste aussi par les excellentes relations qui ont pu se nouer entre le Conseil départemental et ses partenaires, institutionnels ou associatifs. La campagne qui s'engage devra donc valoriser ces éléments, mais aussi permettre d'engager le débat autour d'un projet qui sera prochainement dévoilé.

« Il ne faut pas se tromper d'élection », prévient Marc Labbey. « Le Conseil départemental est, essentiellement, la collectivité des solidarités. Elles représentent 75% du budget. C'est donc autour de ces questions que doit s'engager le débat. Que fait-on pour mieux accompagner les personnes en situation de handicap ? Comment favoriser l'insertion des personnes privées d'emploi ? Quelles réponses apportons-nous à la question du vieillissement de la population ? Comment faisons-nous pour éviter les situations de maltraitance des enfants ? »

Certains ont engagé leur campagne en n'évoquant que leur canton, comme s'il n'appartenait pas à un ensemble plus vaste. Or, et la Gauche est particulièrement fière d'avoir opéré cette évolution, les conseillers départementaux représentent l'ensemble du Finistère et portent une vision départementale. Durant les quelques semaines de campagne, c'est cette vision du Finistère que les candidat.e.s de la majorité départementale auront à cœur de défendre.



10 mai

Toutes celles et tous ceux qui l'ont vécu, se souviennent du 10 mai 1981. Quarante ans après, il ne s'agit pas de commémorer la première victoire de François Mitterrand pour partager des souvenirs, mais de comprendre comment la Gauche, cantonnée jusque-là dans l'opposition, est parvenue à s'unir derrière un candidat et un projet.

Un an avant, personne ne croyait la victoire de la Gauche possible. Et pourtant, le 10 mai, le peuple de Gauche a su se mobiliser.

C'est la même détermination que nous devons retrouver. Cela passe par l'élaboration d'un programme partagé, des candidatures communes et la mobilisation de toutes celles et tous ceux, militants politiques, syndicaux, associatifs qui ne se résignent pas à être obligés de choisir entre la Droite et l'Extrême-droite.

Offrir un débouché politique aux aspirations sociales, écologiques et démocratiques, comme en 1981, voilà l'enjeu des prochaines élections. Et ça commence dès les 20 et 27 juin.

PS29

Le 10 mai : une immense joie et un formidable espoir

Le 10 mai est l'un des rares événements pour lequel il n'est pas besoin de préciser l'année, comme le 14 juillet, le 11 novembre ou le 18 juin. Il reste, pour toutes celles et tous ceux qui l'ont vécu, un des grands moments du XX^e siècle pour lequel, même 40 ans plus tard, ils et elles gardent un souvenir intact.



Le candidat de la justice sociale

Il marque une rupture. Avant, c'était une France centralisée où la peine de mort était toujours en vigueur, où l'État contrôlait l'ensemble de l'audiovisuel.

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République marque surtout la fin d'une malédiction : celle qui voulait que la Gauche ne pourrait jamais exercer le pouvoir dans le cadre des institutions de la V^e République taillées sur mesure par et pour le général de Gaulle. Le pouvoir revenait, immanquablement, aux notables.

Une immense joie

Le 10 mai, c'est d'abord une immense joie. «**Je me revois encore ce soir-là alors que je donnais à manger à mes enfants**», se souvient Béatrice Coste, de Moëlan-sur-Mer. «**Pendant quelques secondes j'ai gardé la cuiller en l'air pour regarder la télévision et il a fallu quelques secondes pour voir apparaître le visage de François Mitterrand. Je crois que j'étais tellement heureuse que j'en ai oublié de leur donner la fin de leur repas.**»

Il faut dire que personne n'osait y croire. La Droite détenait le pouvoir depuis si longtemps que la Gauche semblait vouée à l'opposition permanente. Douze ans

avant, un formidable espoir aussi s'était levé en mai 68, mais il s'était traduit par une vague bleue à l'Assemblée nationale. «**À l'époque on se méfiait beaucoup de ce que pouvait faire le pouvoir. On évoquait de possibles fraudes, en particulier avec le vote des Français de l'étranger**», se souvient Jean-Jacques Urvoas. «**Nous avions tous en tête que l'élection de 1974 ne s'était jouée qu'à 400 000 voix.**»

La joie est d'autant plus grande que le résultat était totalement incertain. Certes, contrairement à 1974, François Mitterrand avait marqué des points dans le débat de l'entre deux tours. Sept ans après le fameux «**vous n'avez pas le monopole du cœur**», le candidat socialiste avait répondu, coup pour coup, au président sortant, lui rappelant qu'il était devenu «**l'homme du passif**» et évitant le piège de la question sur la parité entre le Franc et le Deutsche Mark.



François Mitterrand à Brest

Gilbert Le Bris précise dans sa biographie que ce n'est qu'à 19h00 que Louis Le Pensec l'avait prévenu que «**Solférino voit la victoire de la gauche**». Celui qui deviendra, quelques jours plus tard, le suppléant du premier ministre de la Mer rappelle l'état d'esprit du moment : «**À trois mois de l'élection, la victoire socialiste paraissait impossible, à trois semaines elle était improbable, à trois jours de Louis, nous avions du mal à croire à la victoire**».

Premier secrétaire fédéral, Bernard Poignant se souvient en effet que la direction nationale n'était pas sereine. «**Nous avons eu pour consigne de demander aux maires socialistes de**

réserver leurs parrainages uniquement pour notre candidat.»

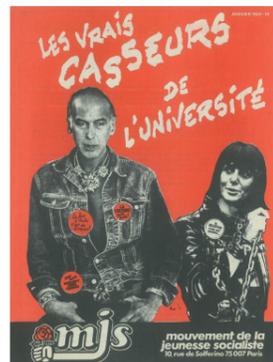
«**En élisant François Mitterrand, les Français conjurent la malédiction qui voulait que la Gauche ne parvienne jamais au pouvoir sous la V^e République**», se souvient Pierre Maille, qui était à l'époque premier adjoint de Francis Le Blé à la mairie de Brest.

Un formidable espoir

Tout devient possible. «**On ne savait pas dans les détails ce qui arriverait mais on savait qu'on était dans la continuité des conquêtes sociales du Front populaire**», se souvient Pierre Maille.

«**Il y avait effectivement un air de 1936, à la fois dans l'espoir au sein du peuple de Gauche, mais aussi du côté de la bourgeoisie bien-pensante et dans le Finistère, en particulier du côté de l'école privée**», confirme Bernard Poignant.

«**François Mitterrand a été élu sur l'idée qu'il redonnerait le pouvoir à ceux qui en étaient écartés**», résume Jean-Jacques Urvoas. «**Il y avait une envie d'alternance et la conviction que la politique pouvait changer la vie et donc, que le changement passait par une victoire électorale.**»



Une vraie soif d'alternance

«**Parce que nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet, nous espérons vraiment de grands changements dans le domaine de la décentralisation**», insiste Marylise Lebranchu qui était

à l'époque assistante parlementaire de Marie Jacq, députée de la 4^e circonscription depuis 1978.

Le changement était aussi attendu au niveau syndical. «**Le ton a indéniablement changé**», se souvient Tino Kerdraon, alors responsable de la CFDT de la défense. «**Dès le nouveau gouvernement installé, nous avons demandé à rencontrer le nouveau ministre Charles Hernu et le secrétaire d'État, Georges Lemoine. Un vrai dialogue s'est instauré alors qu'auparavant nous n'étions pas du tout écoutés.**»

Il ne faut pas le cacher, il y avait aussi, dans le vote pour François Mitterrand une volonté de battre Giscard et tout ce qu'il représentait.

Plogoff et l'Amoco

Deux événements expliquent le bon score réalisé par François Mitterrand dans le Finistère : l'Amoco Cadiz et Plogoff.

«**Le souvenir du naufrage de l'Amoco Cadiz et la gestion calamiteuse de la marée noire par Giscard et Barre étaient encore dans tous les esprits**», se souvient Pierre Maille. «**Les Finistériennes et les Finistériens s'étaient sentis abandonnés et victimes d'un capitalisme international qui ne se souciait ni d'eux, ni du littoral qui avait été souillé sur des centaines de kilomètres.**» Louis Le Pensec et Charles Josselin ont dénoncé l'incurie du gouvernement qui n'avait pas su anticiper cette catastrophe ni mobiliser rapidement les moyens pour nettoyer les côtes.

« Qui peut imaginer une centrale à la Pointe du Raz ? »



Charles Josselin, Francis Le Blé et Louis Le Pensec

Qui peut imaginer aujourd'hui que la pointe du Raz puisse accueillir une centrale nucléaire? C'est pourtant le

projet que le gouvernement portait à l'époque. Après la crise pétrolière de 1973, un vaste programme nucléaire est lancé. Selon les techniciens d'EDF, il faut une centrale à la pointe bretonne, en plus de celle de Brennilis, en fonction depuis 1967. Des études sont menées tout au long des années 70. Plusieurs sites, dont Guimaëc sont étudiés mais c'est finalement celui de Plogoff qui est retenu. Le 9 avril 1981, François Mitterrand se rend dans le Finistère. À Brest, il rencontre le maire de Plogoff et, dans la soirée, dans le discours qu'il



Voter socialiste pour empêcher Plogoff

Sur Plogoff, on fait ce que l'on a dit

«**Plogoff. Ce nom figurait bien dans la liste des sites possibles pour l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne.**»

Dans quelle tête avait bien pu germer l'idée que là-bas, on pourrait installer une centrale électronucléaire de quatre tranches de 1300 mégawatts? Il fallait n'avoir jamais vu ce site pour y songer. Il fallait n'avoir jamais dialoguer avec les gens de là-bas pour croire possible un pareil projet. Le choix de Plogoff était une production de l'esprit de géométrie. Nos grandes écoles d'ingénieurs n'enseignaient à coup sûr ni l'ethnologie, ni la sociologie.

J'avais pris à ses côtés ma part de la mobilisation contre le projet de Plogoff. Je m'y rendis à plusieurs reprises avec Bernard Poignant et Paul Quilès. Pour présenter la proposition de loi des socialistes en matière nucléaire mais surtout pour participer aux grandes manifestations antinucléaires de septembre 1978. (...)

"Une faute contre l'esprit", dit François Mitterrand lorsqu'il vint à Brest le 10 avril 1981. Devant

prononce devant plus de 4 000 personnes, il annonce «**Plogoff ne fera pas partie de mon programme électronucléaire**».

Le vote en faveur du candidat socialiste apparaît comme la seule solution pour éviter la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff. «**J'étais prof dans le Nord Finistère**», se souvient Gilbert Gramoullé. «**Je militais au PSU et tous les soirs, après les cours, en deux-chevaux, avec des camarades, nous descendions dans le Cap Sizun pour soutenir les habitants qui s'opposaient à l'enquête d'utilité publique, encadrée par des bataillons de gendarmes mobiles. Les manifestations pouvaient rassembler des dizaines de milliers de personnes.**»

«**Sur Plogoff, on fait ce que l'on a dit. Tout était dans ces quelques mots. J'étais sans doute le seul, autour de la table du premier Conseil des ministres du gouvernement Mauroy, ce 27 mai 1981, à saisir l'exacte portée de ce qui venait d'être dit par le Président**»,

6 000 personnes il déclara : " Je le dis au risque de déplaire : j'entends terminer les centrales en construction, mais je ne mettrai pas en œuvre les centrales en projet. Et j'affirme que Plogoff ne figure pas dans mon plan et n'y figurera pas."

L'attente était donc grande, en Bretagne après le 10 mai 1981, que le nouveau pouvoir annonçât clairement l'arrêt du projet. C'est dire combien j'étais déterminé, une fois au gouvernement, à veiller à ce que la résolution soit confirmée par le nouveau président. Comme il abordait, lors du tout premier Conseil des ministres la mise en œuvre de son programme, je pris la parole. " Monsieur le Président, vous avez pu mesurer en Bretagne la grande sensibilité sur le dossier de Plogoff et la violente opposition qui s'est exprimée au projet de centrale nucléaire. Il m'apparaît capital que, dès sa prise de fonctions, le gouvernement fasse connaître sa décision de l'abandonner."

Le Président me répondit d'emblée : " Sur Plogoff, on fait ce que l'on a dit. Il revient aux ministres concernés de donner dans les temps qui viennent la traduction administrative qui convient à la décision d'abandon du projet."

Louis Le Pensec, Ministre à bâbord (Ouest-France éditions)

précise Louis Le Pen dans le chapitre 14 de son livre *Ministre à bâbord* (Ouest-France éditions).

Cependant, il faudra attendre le Conseil du 3 juin pour que l'abandon du projet soit écrit noir sur blanc dans un communiqué. **«La non construction de la centrale de Plogoff correspond à l'annonce qui en avait été faite pendant la campagne présidentielle.»** Certains, dans le secteur de l'énergie, n'avaient pas bien mesuré la portée de la parole présidentielle, ni la détermination des Bretonnes et des Bretons.

À Brest, l'affaire de *Radio Brest Atlantique (RBA)* a également marqué les esprits. L'État avait, à l'époque, le monopole de l'information. Mais la revendication des radios libres prenait de l'ampleur. **«Ça avait commencé avec Radio cœur d'acier lancé par la CGT pour soutenir la lutte des sidérurgistes»**, se souvient Jean-Jacques Urvoas. Hébergée dans les locaux de la mairie, *Radio Brest Atlantique* n'émettra que quelques heures. Les forces de l'ordre confisquant le matériel (voir interview Jean-Luc Uguen).

Une peur injustifiée

Si le «peuple de Gauche» a vécu le 10 mai comme une formidable victoire, ouvrant la voie à tous les changements, les forces de Droite ont considéré cette victoire comme une apocalypse. **«J'ai entendu Louis Goasduff évoquer les kolkhozes à l'Assemblée nationale»**, se souvient Bernard Poignant. **«Dans le Trégor, la joie était immense mais dans le Léon, c'est la peur qui dominait»**, se souvient Marylise Lebranchu. **«Je me souviens que des gens me disaient "si les Communistes arrivent au pouvoir, on s'en va".»**

Il suffit de lire les tracts et professions de foi des Législatives qui ont suivi la Présidentielle pour se rendre compte qu'il ne restait à la Droite que la peur pour tenter de se maintenir au pouvoir. **«Tout sera bouleversé. Rien ne sera comme avant. Nous n'avons pas affaire à des sociaux-démocrates comme ceux qui gouvernent des pays voisins et amis, (NDLR Helmut Schmidt était alors chancelier en RFA) dans le respect des libertés économiques, sociales et politiques.»** Et s'ensuit une série d'annonces de prédictions plus dramatiques les unes que les autres : les nationalisations se traduiront par une spoliation des actionnaires et des

épargnants. Aux agriculteurs, le RPR et l'UDF promettent la fin de l'exploitation individuelle et l'abolition de la propriété privée du sol.

Gilbert Le Bris a encore en mémoire l'attitude des représentants de la Droite. **«Même après notre victoire aux Législatives, on sentait dans les regards et les comportements de nos homologues RPR ou UDF que nous n'étions pas légitimes à leurs yeux. Nous n'étions là que par un accident de l'histoire et d'ici quelques mois, ils retrouveraient la place qu'ils n'auraient jamais dû perdre.»**

«Si les Communistes arrivent au pouvoir, on s'en va.»

En ce qui concerne la santé, le tract promet la disparition du médecin de famille. **«La mise en place d'une médecine collectiviste aura trois conséquences qui toucheront malades et médecins : aucun choix possible, le secteur privé en clinique comme en hôpital n'existe plus. Aucun recours possible, l'ordre des médecins n'existe plus. Avec lui disparaît la garantie interne de moralité et de qualité de la profession. Aucune sécurité n'est possible, les médecins qui suivent les malades sont remplacés par des centres de fonctionnaires interchangeables.»**

Six députés sur huit

Dans la foulée de la victoire à la Présidentielle, les Socialistes remportent les élections législatives. Et surtout, Louis Le Pen est nommé premier ministre de la Mer dans le premier gouvernement Mauroy.

«Louis connaissait bien le monde de la mer. Mais surtout, il avait été très actif pendant la grève des pêcheurs du mois de décembre 1980. Il était très présent sur les quais et était intervenu à plusieurs reprises à l'Assemblée. C'est



Le premier ministre de la Mer

lui qui avait lancé l'idée d'organiser un Grenelle de la pêche.»

Bernard Poignant se souvient des consignes de Jean Poperen, **«il faut que vous remportiez quatre circonscriptions»**. Le contrat sera largement rempli avec l'élection de six députés. La sienne à Quimper, celle de Jo Gourmelon à Brest, de Marie Jacq à Morlaix, de Jean Beaufort à Châteaulin, de Jean Peuziat à Douarnenez et, bien sûr, de Louis Le Pen, dès le premier tour, à Quimperlé. **«Pendant quelques temps, la direction nationale du PS avait gelé la 6^e circonscription et avait même, un temps, pensé la réserver à Huguette Bouchardeau, candidate du PSU.»** Après la mobilisation pour Plogoff, l'idée pouvait être séduisante. Mais la pointe du Raz se trouve dans la 7^e circonscription et la 6^e est tout de même celle qui abrite l'Île Longue, une des composantes de la force de dissuasion nucléaire. **«L'idée a donc été abandonnée et c'est Jean Beaufort, principal de collège dans la presqu'île de Crozon, qui s'est présenté. Seules les deux circonscriptions du Léon accordent leur confiance aux RPR, Louis Goasduff et Charles Miossec.»**

La retraite à 60 ans, la 5^e semaine de congés payés, les lois Auroux...

Le bilan de cette majorité, composée de nombreux novices, mais encadrée par des parlementaires aguerris est impressionnante. On pense bien sûr à l'abolition de la peine de mort qui intervient dès le 18 septembre. C'est d'ailleurs à Clohars-Carnoët, dans le port de Doëlan, où il passe ses vacances, que Robert Badinter rédige son discours. Viennent ensuite les mesures sociales comme la 5^e semaine de congés payés et la réduction de la semaine de travail à 39 heures.

En 1982, conformément au programme présidentiel, des entreprises industrielles comme Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Usinor, Sacilor, Suez ou la Compagnie générale d'électricité et une quarantaine de banques sont nationalisées.

Les lois Auroux révolutionnent le droit du travail en instaurant notamment des négociations annuelles sur les salaires et l'organisation du travail, la création des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), le renforcement des pouvoirs des comités d'entreprise ou la protection des salariés syndiqués.

Le 25 mars 1982, son gouvernement abaisse, par ordonnance, l'âge de la retraite à 60 ans pour 37,5 années de cotisation alors qu'il était fixé à 65 ans depuis les ordonnances de 1945. Viennent ensuite les lois Defferre pour la décentralisation qui transfèrent l'exécutif départemental du préfet au président du Conseil général et font de la Région une véritable collectivité territoriale dotée d'une assemblée élue. Il faudra attendre 1986 pour qu'interviennent les premières élections régionales.

Dans le domaine culturel, Jack Lang invente la *Fête de la musique* et instaure le prix unique pour les livres dont on peut encore se féliciter 40 ans plus tard.

La Gauche a libéré les ondes

Jean-Luc Uguen

La victoire de la Gauche en 1981 a permis aussi le développement des radios libres, se souvient Jean-Luc Uguen qui commenta, le 10 mai, la victoire de François Mitterrand sur les RBA.

Cap Finistère : Qu'était RBA (Radio Brest Atlantique) sur laquelle tu as commenté les résultats du 10 mai ?

Jean-Luc Uguen : RBA s'incrustait dans le mouvement des « radios libres » en lutte contre le monopole d'État sur les ondes. À l'époque, en effet, la diffusion de la télévision se limitait à trois chaînes publiques et en radio, seules quelques stations dites périphériques (RTL, RMC, Europe 1) parvenaient à émettre parce que leurs émetteurs étaient situés à l'étranger (Luxembourg, Monaco, Allemagne).

RBA venait après d'autres expériences dont Radio Lorraine Cœur d'Acier initiée, dès 1979, par la CGT pour lutter contre les fermetures des usines sidérurgiques ou Radio Riposte à l'initiative de la Fédération socialiste de Paris et pour laquelle François Mitterrand fut poursuivi.

RBA, installée à la mairie de Brest, entendait retransmettre le meeting que François Mitterrand devait tenir au Parc de Penfeld le 9 avril 1981, mais dès le 8, la police intervenait pour saisir le matériel. RBA parvenait néanmoins à retransmettre le meeting et François Mitterrand passait d'ailleurs saluer les militants en se rendant à Penfeld. C'est dans ce cadre donc que je participais ensuite à la soirée électorale du 10 mai

Lorsqu'on compare la vitalité des réseaux de librairies indépendantes dans les pays qui ont imité la France et dans ceux qui ont laissé s'appliquer les lois du marché, on mesure le côté visionnaire de cette loi.

Avec le recul, force est de constater que la première victoire de François Mitterrand intervient un peu à contretemps par rapport au contexte international. Aux États-Unis, Ronald Reagan vient d'être élu et en Grande Bretagne, Margaret Thatcher impose une politique libérale et autoritaire. Pour Gilbert Gramoullé, **«on ne s'en est pas rendu compte sur le moment, mais le début des années 80 correspond au développement de**

1981 et que j'eus le plaisir d'annoncer la victoire de François Mitterrand.

Malheureusement, l'espoir suscité par ce mouvement qui entendait rendre la parole aux citoyens n'allait guère perdurer face à la voracité de certaines radios qui s'étaient vu accorder des fréquences après le vote des lois du 9 novembre 1981 sur l'octroi de dérogations au monopole d'État et du 29 juillet 1982 mettant fin au monopole et créant la Haute Autorité de l'Audiovisuel.

La revendication mortifère de la publicité allait tout emporter sur son passage et à l'appel de la station NRJ de Max Guazzini, on vit même des dizaines de milliers de jeunes manifester pour « la défense des radios libres », devenues en fait des radios privées où la parole était à nouveau confisquée.

RBA, durant près de deux ans, avait pu bénéficier du soutien financier de la municipalité de Francis Le Blé par le biais d'une convention. Elle organisait aussi une fête à Penfeld pour financer son installation à St Martin, à l'automne 1981. Avec le changement de municipalité, la subvention fut bloquée et RBA cessa d'émettre en août 1983, après avoir dû licencier ses treize permanents.

Pourtant, durant ces deux ans d'émissions, le monde associatif brestois avait trouvé son vecteur de communication et de très nombreuses personnalités locales, nationales, voire internationales (Joan Baez, James Brown, Quilapayun) purent y prendre la parole.

deux phénomènes dont nous payons encore, aujourd'hui, les conséquences : la mondialisation libérale et l'informatisation de l'économie».

Bibliographie :

Tino Kerdraon *De l'Arsenal à l'Assemblée* (Coop Breizh)

Sophie Coignard *Le jour où la France a basculé* (Robert Laffont)

Gilbert Le Bris *Le temps passe comme l'ombre*

Louis Le Pen *Ministre à Bâbord* (Ouest-France éditions)

Collectif *Les socialistes dans le Finistère* (éditions Apogée)

Tudi Kernalegenn *Luttes écologistes dans le Finistère* (éditions Yoran Embanner)

Cap Finistère : Comment le rocardien que tu étais en 1981 a-t-il analysé la victoire de François Mitterrand ?

Jean-Luc Uguen : D'abord la joie d'avoir battu Giscard, mais aussi un certain vertige face aux attentes et aux espoirs créés. Le congrès de Metz avait laissé des traces et le « Parler vrai » de Michel Rocard était inaudible. Ce « Parler vrai » n'est nullement un renoncement mais une mise en perspective qui fait appel à l'intelligence du citoyen. Car c'est de la différence entre le discours d'opposant et la réalité du gestionnaire que naît la défiance de l'opinion, même s'il n'est pas encore prouvé que l'on puisse gagner sans faire rêver... Et la Gauche n'en a pas le monopole : qui ne se souvient pas de la « fracture sociale » de Jacques Chirac...

Rien ne m'a jamais autant irrité au plan politique que cette volonté de faire passer Michel Rocard pour un « droitier », alors que toute son histoire, du refus de la guerre d'Algérie au PSU à la création du RMI à Matignon, est celle d'un militant.

Aujourd'hui encore, entendre les tentatives de rapprochements entre Macron et Rocard est d'une ineptie absolue. Certes, ils sont tous les deux énarques et inspecteurs des finances, certes ils ont tous les deux quitté l'inspection des finances mais l'un l'a quitté, en militant, pour prendre la direction du PSU et voir ses émoluments divisés par quatre, tandis que l'autre est parti pantoufler chez Rothschild et multiplier ses revenus par on ne sait combien...

Agenda

20 et 27 juin
Élections
départementales et
régionales.

27, 28 et 29 août
Rendez-vous de rentrée
à Blois.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1354 - Vendredi 7 mai 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Quimper : la majorité déroule son programme

Isabelle Assih

À Quimper, les Droites s'agitent alors que la majorité municipale, menée par Isabelle Assih agit. Et fait enfin avancer des dossiers restés au point mort au cours du précédent mandat. Voilà comment on peut résumer la première année de la nouvelle majorité municipale.

Cap Finistère : Une fois élue, la majorité quimpéroise aurait-elle renoncé à écouter les habitants comme le crient les élus de l'opposition ?

Isabelle Assih : Bien sûr que non. La concertation et le dialogue sont à la base de la constitution de notre équipe plurielle. Nous, nous n'avons pas changé. En revanche, je constate que les oppositions de Droite, LR et LREM, s'allient et se raidissent. Mais, au final ce sont les Quimpéroises et les Quimpérois qui jugeront qui défend l'intérêt général et qui adopte des postures électoralistes à quelques jours des Départementales.

Notre projet est issu d'une délibération collective. Et, une fois élus, cet état d'esprit reste intact. Les périodes de confinement ne favorisent pas les démarches participatives. Pourtant, nous avons déjà mis en place plusieurs commissions de concertation et utilisé l'outil numérique comme levier pour poursuivre nos actions de démocratie participative. L'une pour favoriser l'usage de la langue bretonne, l'autre pour affiner le projet de cité sportive à Penvillers et une troisième pour améliorer l'attractivité du centre-ville sans oublier une réflexion collective autour de la glisse urbaine.

Si tu fais allusion au dossier des Halles, le projet voté par le conseil municipal de jeudi soir, qui consiste à construire un nouvel équipement, 200 mètres plus loin, et à trouver une nouvelle fonction au bâtiment existant, repose sur une longue concertation avec l'ensemble des acteurs. Comme je l'ai indiqué en conclusion de cette séance, il s'agit d'un dossier qu'il fallait enfin régler.

Cap Finistère : Le premier budget de la mandature, voté quelques semaines plus tôt, donne une idée du travail déjà accompli et des projets en cours.

Isabelle Assih : Ce budget est ambitieux parce qu'il prévoit d'importants investissements. Nous pensons que c'est précisément en ce moment que la collectivité doit envoyer des signaux positifs forts pour les entreprises et les habitants. Et nous préparons une Programmation Pluriannuelle des Investissements à la hauteur des enjeux à relever.

Nous allons notamment effectuer des travaux dans les écoles, réhabiliter le théâtre Max Jacob ou encore le musée des Beaux-Arts pour améliorer leur isolation, mais aussi les conditions d'accueil. Nous



allons également aménager le futur bâtiment de la Providence, pour accueillir en son sein un guichet unique logement, de manière à apporter un service neutre d'informations et de conseils aux locataires ou aux propriétaires.

Nous sommes très attachés au développement des solidarités. Nous avons augmenté le temps de présence des ATSEM dans les écoles. Nous allons également mettre en place des maraudes de jour pour venir en aide aux personnes vulnérables. Dans le domaine des transports, nous avons instauré la gratuité des transports le week-end et doublé le nombre de vélos en location (de 150 à 300) et nous allons consacrer, en moyenne, un million d'euros par an pour aménager les pistes cyclables et expérimenter le transport à la demande en soirée.

Cap Finistère : Le pôle d'échange multimodal de la gare, va enfin voir le jour ?

Isabelle Assih : Nous avons pris un retard considérable. La gare n'est toujours pas accessible pour les personnes en situation de handicap. Les travaux vont porter sur le parvis, sur le réaménagement de la gare routière et la création d'une Maison des mobilités. Ils doivent se terminer fin 2024. C'est tout le quartier qui va être réhabilité.

Nous avons travaillé avec toutes les collectivités pour établir des connexions sur l'ensemble du pays de Cornouaille.

Cap Finistère : Justement, comment comptes-tu faire pour entraîner l'ensemble de ce territoire ?

Isabelle Assih : L'idée du pôle métropolitain doit à mon avis être laissée de côté. Il faut d'abord rétablir la confiance entre toutes les collectivités de Cornouaille. Il faut travailler sur des sujets communs et partagés pour faire vivre l'idée de Cornouaille. Les mobilités, la qualité de l'eau ou la valorisation des déchets sont au programme. Nos premiers échanges sont très fructueux.

Il faut entraîner la Cornouaille mais penser aussi à nos relations avec le Nord Finistère et, dans ce domaine, je ne peux que me féliciter de la qualité des échanges entre Quimper et Brest.